



Christophe Darmangeat, [Le profit déchiffré. Trois essais d'économie marxiste](#), La ville brûle, 2016, 224 p., 15€.

Dans ce texte placé en annexe (p. 156-162) du deuxième essai parmi les trois qui composent son récent ouvrage Le profit déchiffré, [Christophe Darmangeat](#) discute les thèses de Jean-Marie Harribey concernant le travail productif et improductif. Il rejoint par là des débats précédents [publiés sur notre site](#).

Depuis une dizaine d'années, les travaux de Jean-Marie Harribey ont replacé le concept de travail productif au centre de l'attention sous un angle inédit. Pour cet économiste, membre d'ATTAC et qui se réclame tout à la fois de Karl Marx et de John Maynard Keynes, il s'agit fondamentalement de forger une nouvelle approche théorique des services publics. Aux yeux de J.-M. Harribey, la théorie libérale et l'approche marxiste partagent l'erreur de considérer que les services non marchands de l'État sont improductifs et financés, via l'impôt, par une richesse créée ailleurs, dans l'économie privée. Il s'agit de renverser cette perspective et de comprendre qu'en réalité, les travailleurs des services publics, du simple fait qu'ils sont rémunérés, créent la richesse (sous une forme non marchande) qui correspond à cette rémunération. Ainsi :

Contrairement à l'opinion dominante, les services publics ne sont donc pas fournis à partir d'un prélèvement sur quelque chose de préexistant. Leur valeur monétaire, mais non marchande, n'est pas ponctionnée et détournée ; elle est produite. (Harribey, 2013, p. 389, souligné par l'auteur.)

On ne discutera pas ici en détail de la longue argumentation de J.-M. Harribey ; celle-ci a donné lieu à plusieurs échanges, notamment avec Jacques Bidet ou Antoine Artous. Ne seront abordés que quelques éléments essentiels de son raisonnement, et qui touchent au plus près les thèmes déjà abordés dans cet essai.

Au départ de la réflexion se trouve une critique de la conception marxiste du travail improductif. J.-M. Harribey laisse entendre par endroits que K. Marx aurait toutefois été moins fautif sur ce point que ces successeurs, sans donner plus de détails. Toujours est-il qu'il conviendrait de rectifier une erreur qui porte selon lui sur l'ensemble de ce que nous avons appelé les travailleurs improductifs au sens strict, fonctionnaires ou domestiques :

Le contresens de toute l'histoire de la théorie économique fut de ne voir dans la dépense improductive de capital qu'un prélèvement - ce qui, soit dit en passant, est un truisme car toute dépense est effectivement un prélèvement sur un revenu - en ignorant que cette décision de dépense supplémentaire fait naître l'activité qui engendre un produit et un revenu supplémentaire. (*Ibid.*, p. 30.)

Il conviendrait donc de corriger K. Marx grâce à J. M. Keynes :

Bref, c'est le domestique de Smith qui crée lui-même le revenu net additionnel qui le rémunérera. C'est le grand mérite de Keynes d'en avoir donné la théorie qui, sur ce point, dépasse celle de Marx. (*Ibid.*, p. 13.)

L'idée que le travail du domestique créerait le revenu qui sert à le rémunérer revient à de nombreuses reprises sous la plume de J.-M. Harribey. Comme on le devine, elle est ensuite transposée à l'identique aux fonctionnaires. Cette affirmation, qui prend le contre-pied d'une longue tradition de pensée, repose fondamentalement sur deux arguments.

Le premier est donc hérité en droite ligne de J. M. Keynes : une dépense n'est pas nécessairement financée par une épargne préalable, mais peut l'être par création monétaire. En pareil cas, cette dépense, pour peu qu'un certain nombre de conditions soient satisfaites, provoque une hausse du niveau d'activité qui entraîne une création de richesse équivalente. Dans cette perspective, la dépense apparaît non comme un prélèvement sur des valeurs précédemment créées, mais comme une anticipation sur la valeur supplémentaire qu'elle engendre. C'est au nom de ce raisonnement, en particulier, que J. M. Keynes justifiait contre les libéraux la nécessité pour l'État de relancer la machine économique via des dépenses publiques, fût-ce au prix d'un déficit budgétaire : ce déficit pouvait se combler de lui-même par la croissance économique induite.

Pour J.-M. Harribey, cette création monétaire constitue dans certaines situations ipso facto une création de valeur. En particulier, en évaluant dans la comptabilité nationale la production des services publics à leur coût, dont celui des salaires des fonctionnaires, la société validerait le travail de ces derniers et entérinerait qu'il a produit une valeur nouvelle. Il existerait ainsi une voie alternative au marché pour la validation sociale des travaux : à côté des valeurs marchandes traditionnelles existeraient donc des « valeurs monétaires non marchandes ». Une des conséquences de ce raisonnement est que, contrairement à une tradition établie depuis deux siècles, le salaire des travailleurs improductifs au sens strict, domestiques ou fonctionnaires, ne représente pas une fraction de la richesse créée devant être comptabilisée en déduction des profits, mais une richesse supplémentaire qui vient grossir le produit net :

Bien entendu, la rémunération de la domesticité est une dépense d'une partie du revenu (un « prélèvement ») de la classe dominante. Mais l'erreur serait de déduire du raisonnement de Smith qu'il s'agit d'un prélèvement stérile de quoi que ce soit. C'est un prélèvement stérile pour le capital puisqu'il aurait mieux valu pour celui-ci embaucher un salarié de plus dans l'industrie capitaliste pour produire des marchandises vendables sur le marché plutôt que de payer des domestiques à faire le ménage. Mais, d'une part, il n'est pas stérile de valeurs d'usage (les services produits par la domesticité), et, d'autre part, il donne lieu à un revenu supplémentaire reçu par la domesticité. (*Ibid.*, p. 12.)

Que le travail des domestiques ne soit pas stérile de valeurs d'usage, on ne voit guère qui songerait

à le nier, les employeurs payant rarement des gens à ne rien faire. Mais toute la question est de savoir ce qui justifie de considérer le salaire des domestiques (ou des fonctionnaires) comme un revenu « supplémentaire ». Supplémentaire par rapport à quoi ? Selon toute la tradition qui remonte à A. Smith, ce « supplément » trouve son origine dans une ponction sur les profits des employeurs ; pour la société prise globalement, le paiement de domestiques est donc un jeu à somme nulle.

J.-M. Harribey le conteste, et poursuit par quelques équations où il apparaît que le produit net n'est pas simplement, comme on le croit d'ordinaire, la somme des profits et des salaires des travailleurs productifs (au sens large¹), mais qu'il faudrait y ajouter ceux des travailleurs improductifs. Encore une fois, l'argument invoqué est que toute création monétaire, si elle sert à payer des salaires, ne serait par définition pas un prélèvement mais une anticipation sur une création de valeur induite. Or, un tel raisonnement revient à placer sur le même plan deux mécanismes de nature très différente.

L'un concerne *les flux et les transferts* : à un moment donné, quel secteur de l'économie finance, de manière ouverte ou cachée, un autre secteur ? Quel secteur fournit des biens, ou des services, à quel autre ? L'autre porte sur la dynamique macroéconomique, en cherchant à appréhender les conséquences a posteriori de ces transferts sur le niveau d'activité. La première erreur du raisonnement de J.-M. Harribey est de confondre les deux aspects, brouillant ainsi les cartes et liant à tort des éléments tout à fait distincts. Ainsi, le fait que les fonctionnaires, travailleurs improductifs, soient payés par une ponction sur la plus-value produite dans le secteur marchand est tout à fait compatible avec le fait que le travail de ces fonctionnaires puisse stimuler l'activité économique et induire une création de valeur marchande supplémentaire. Du point de vue de la création de valeur, que les fonctionnaires soient rémunérés par une épargne préalablement accumulée ou par une création monétaire n'a strictement aucune importance².

Pour formuler les choses un peu autrement, le travail des domestiques et celui des fonctionnaires est improductif (pour le capital) parce qu'il ne crée pas de valeur ajoutée. Voilà pourquoi, dans la comptabilité nationale, il est en quelque sorte transparent : du fait qu'il produit des valeurs non marchandes, celle-ci pourrait tout à fait en faire abstraction sans que cela ne modifie en quoi que ce soit le PIB (la richesse marchande) mesuré. Au demeurant, si les services publics sont intégrés et évalués dans la comptabilité nationale, c'est avant tout pour permettre les comparaisons internationales, la même activité pouvant être le fait ici d'une administration publique, là du secteur privé. Mais le « produit » de ces administrations pourrait tout aussi bien être ignoré sans que cela change d'un iota la mesure du niveau d'activité. Autrement dit, à la différence des impôts, dont chacun peut attester de la réalité, l'existence de la « valeur monétaire non marchande » produite par les administrations publiques est entièrement tributaire des choix sur lesquels est établie la comptabilité nationale. Et en tout état de cause, il est bien étrange de fonder la réalité d'un phénomène économique, celui de la création de valeur (fût-elle non marchande), sur une pure convention comptable.

En fait, et c'est là le deuxième volet de son argumentation, si J.-M. Harribey s'acharne à proposer une solution aussi problématique, c'est parce qu'il identifie un paradoxe dans la position traditionnelle de K. Marx. Considérer les salaires versés aux travailleurs improductifs comme un prélèvement sur de la valeur (de la plus-value) créée ailleurs aboutirait en effet à une difficulté logique insurmontable :

Effectuons un raisonnement de type « passage à la limite » : imaginons une économie où la propriété privée des moyens de production tend à disparaître et où, en conséquence, la proportion de la propriété publique tend vers un. La place des travailleurs productifs de valeur pour le capital se réduit alors jusqu'à disparaître. Ne subsistent que des

travailleurs improductifs de capital. Dira-t-on que le travail de ces derniers est échangé contre du revenu prélevé sur la plus-value extorquée aux travailleurs productifs de capital... qui ont disparu ? Ce serait absurde. A cette contradiction logique, il faut donc trouver une solution logique : reconnaître que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de produit, de valeur, et de revenu nouveau. (Harribey, 2013, p. 369.)

Or, la contradiction que croit découvrir J.-M. Harribey n'existe que dans son esprit. Dans une économie où une très grande proportion de la force de travail serait employée dans des services publics non marchands, ceux-ci fourniraient à titre gratuit quantité de biens et services utiles : l'éducation, mais aussi la santé, l'eau, l'électricité et, pourquoi pas, le logement et la nourriture. Cela signifie que les travailleurs dans leur ensemble, ceux du public comme du privé, verraient une fraction de plus en plus grande de leurs besoins couverts par ces prestations et que leur salaire monétaire leur servirait à acheter de moins en moins de choses. Par conséquent, ces salaires diminueraient à mesure que leur rémunération (si l'on peut dire) sous forme de biens et de services gratuits augmenterait. Le travail des fonctionnaires, dans sa majeure partie, ne s'échangerait donc plus du tout, et le montant du prélèvement monétaire nécessaire pour financer leurs salaires déclinerait donc en même temps que la masse sur laquelle ils portent, à savoir la plus-value engendrée par les travailleurs du secteur privé.

Il n'est pas nécessaire de s'interroger sur les raisons qui ont amené J.-M. Harribey à percevoir un problème dans la conception marxiste traditionnelle du travail improductif et à proposer une nouvelle approche : il les explicite lui-même très clairement. Les attaques menées depuis plusieurs décennies contre les services publics trouvent leur justification dans des théories qui conçoivent le financement de ces services publics comme un prélèvement. Or, sur ce point, le marxisme ne se distingue guère de la théorie libérale. Pour défendre les services publics (et, plus profondément, pour penser la transition du capitalisme vers une économie non marchande), le marxisme traditionnel se révélerait donc être un obstacle tout autant qu'une aide :

L'analyse de la marchandise ouverte par Marx au début du *Capital* donne les outils conceptuels pour critiquer le processus de marchandisation du monde. Mais le marxisme a laissé en jachère ce qui pourrait en constituer le rempart : il n'existe pas d'économie politique critique ni de critique de l'économie politique dont l'objet serait de théoriser une sphère non marchande ayant pour vocation de s'éteindre au fur et à mesure que les rapports de force tourneraient à l'avantage du travail face au capital. (*Ibid.*, p. 365.)

Ainsi :

Penser dans ces conditions [celles de la théorie marxiste] la démarchandisation est impossible puisque la non-marchandise dépendrait de l'existence de la marchandise. (*Ibid.*, p. 367.)

On a déjà souligné en quoi ce raisonnement s'avère spécieux ; pour reprendre le vocabulaire de J.-M. Harribey, en régime capitaliste, la non-marchandise, si celui qui la produit reçoit un salaire monétaire, dépend bel et bien nécessairement de l'existence de la marchandise – que celle-ci soit produite par le secteur privé ou par l'État. Mais ce salaire monétaire, à son tour, est nécessaire uniquement dans la mesure où subsiste un secteur marchand, et l'importance de l'un diminue nécessairement avec l'importance de l'autre.

En fait, l'obstacle, car il en est un, et de taille, à la démarchandisation du monde, ne se situe guère du côté des lacunes supposées de « l'économie politique critique » ; il tient bien plutôt au fait trivial que la bourgeoisie possède le pouvoir politique et économique et que nulle force politique se plaçant sur le plan des intérêts du prolétariat ne le lui conteste. Il y a quelque chose de profondément (même si sans doute en partie faussement) naïf à croire, ou à faire croire, que la défense des services publics passerait par une théorie prouvant qu'ils ne prélèvent rien sur le secteur marchand. Aucun économiste ne s'est jamais avisé de nier que les salariés du secteur privé produisent de la valeur. Cela n'a jamais empêché un seul licenciement, une seule fermeture d'usine ou de bureaux. Inversement, gageons que si les nécessités politiques l'exigeaient, l'État saurait recourir massivement aux improductifs que sont les militaires, sans avoir besoin pour cela de le justifier en réécrivant les manuels d'économie.

Au bout du compte, l'argument de J.-M. Harribey peut être retourné comme un gant : pour édifier une économie non-marchande c'est-à-dire, pour appeler les choses par leur nom, une économie communiste - il faudra bel et bien opérer sur le secteur marchand un prélèvement massif, sous la forme de la confiscation pure et simple du grand capital et de son appropriation collective par la classe travailleuse. Pour œuvrer à la « démarchandisation » du monde autrement que dans de doux rêves réformistes, penser un tel prélèvement n'est pas un obstacle, mais un préalable incontournable.

Références

Artous Antoine, « [A nouveau sur Jean-Marie Harribey, la « sphère non marchande » et la théorie de la valeur de Marx](#) », *Contretemps.eu*, 8 décembre 2013.

Bidet Jacques, « [L'activité non marchande produit de la richesse, non du revenu. Note à propos d'une thèse de Jean-Marie Harribey](#) », *La Pensée*, 2003.

Harribey Jean-Marie, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, Les Liens qui Libèrent, 2013.

références

1. ↑ L'essai définit comme travailleurs « productifs au sens large » l'ensemble des salariés du secteur capitaliste, quelle que soit leur fonction.
Pour une argumentation plus détaillée, en particulier sur les problèmes que soulève le concept de « valeur monétaire non marchande », nous renvoyons le lecteur au texte de J. Bidet (2002).
2. ↑ Sur le concept de « travail productif de revenu », nous partageons entièrement les objections d'A. Artous (2013).